



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
Le 15 septembre, 2014

Contact:

A Washington: Kathy Gest, kgest@ndi.org, 202-728-5535
Lisa Gates, lgates@iri.org, 202-572-1546

En Tunisie: Nicole Rowsell, nrowsell@ndi.org, +216 23 22 30 35
Djordje Todorovic, dtodorovic@iri.org, +216 55 75 33 66

**LA MISSION PRE-ELECORALE DE NDI ET IRI DIT QUE LA TUNISIE EST EN
ROUTE VERS LA DEMOCRACIE, MAIS ELLE DOIT EVITER DE MELER LES
CONSIDERATIONS PARTISANES DANS LE PROCESSUS ELECTORAL**

TUNIS, Tunisie – Une mission d'évaluation pré-électorale organisée par l'Institut National Démocratique (NDI) et l'Institut International Républicain (IRI) a rapporté ici aujourd'hui que le pays paraît sur un chemin résolument démocratique depuis le début de sa transition politique en 2011. Mais afin de maintenir la confiance du public, il doit s'assurer que les élections parlementaires et présidentielles de l'automne seront libres de toute ingérence partisane inapproprié et de la manipulation, la délégation a précisé.

« Les élections de 2014 représentent une étape importante dans la consolidation de la transition démocratique en Tunisie, » selon la délégation. « La mesure dans laquelle les citoyens de la Tunisie jugent la crédibilité de ces élections dépend en grande partie de la mesure dans laquelle le processus électoral est géré de manière professionnelle et non partisane, capable de résister à des perceptions de la pression politique, et rendu transparente à travers l'observation active et non partisane de l'élection. »

« Cette occasion peut être perdue en cas de faute partisane, qui aurait de mauvaises conséquences pour la confiance du public en l'intégrité des élections et aux institutions politiques du pays, » la délégation a mentionné.

La délégation de NDI et IRI s'est déroulé dans le cadre d'une mission complète d'observation des élections tunisiennes. La mission a été dirigée par Isabelle Durant de Belgique, ancienne vice-présidente du Parlement Européen; Robin Carnahan, ancienne secrétaire d'Etat de l'état Américain du Missouri; et Brad Smith, directeur de la Commission Annenberg-Dreier et ancien conseiller de plusieurs membres du Congrès américain.

Du 9 au 12 septembre, la délégation a participé dans des réunions à Tunis avec des candidats et des partis de l'ensemble de tout l'éventail politique qui participent aux élections législatives et présidentielles; des membres de l'ISIE; des groupes d'observation nationaux et internationaux; des membres du parlement; des journalistes; les communautés internationales et diplomatiques; et des associations pour la promotion de la femme et les jeunes. La délégation a mené ses activités en conformité avec les lois de la Tunisie et les normes internationales énoncées dans la [Déclaration de Principes pour l'Observation Internationale d'Elections](#).

Dans son rapport, la délégation a offert un certain nombre de recommandations pour améliorer le processus électoral, dont quelques-unes, selon elle, pourraient être entreprises avant les élections. Elles comprennent:

Pour l'administration des élections

- L'ISIE devrait faire tous les efforts pour fournir un accès public opportun et cohérent aux informations relatives aux élections, y compris :
 - Diffuser les procès-verbaux sur le site web officiel
 - Téléviser ses actions et inviter des observateurs à assister aux travaux
 - Clarifier les questions des partis politiques dans le cadre du financement des campagnes
 - Fournir des conseils précis à propos de vote, du dépouillement et des autres processus
 - Fournir aux observateurs l'accès complet à tous les travaux
- L'HAICA devrait appliquer de manière agressive les lois et règlements relatifs à la couverture médiatique et enquêter les contentieux présumés dans des délais raisonnables.
- Les tunisiens devraient se sentir confiants quant à leur sécurité lorsqu'ils participent aux élections. Des mesures spéciales devraient être afin de minimiser l'intimidation et la peur.

Pour l'environnement politique

- Afin de répondre aux issus prioritaires des citoyens, Les partis devraient chercher des occasions de participer à des débats et au dialogue portant sur des questions politiques.
- Les partis politiques devraient se tenir à respecter la réglementation du financement de campagne et enquêter sur des incidents signalés. Au fil du temps, des limites rigoureuses des contributions et dépenses des campagnes devraient être développées.
- Les groupes de la société civile devraient suivre l'utilisation abusive des ressources publiques.
- Les partis politiques devraient présenter des programmes précis et s'abstenir de s'exprimer ou comporter de manière qui dénigrer la confiance publique dans le processus.
- Il ne devrait y avoir aucune forme d'achat de voix.

Pour la société civile et les médias

- les associations de la société civile devraient encourager le développement des programmes politiques qui répondent aux préoccupations des femmes et préconiser que les partis politiques les adoptent.
- Les associations de la société civile qui se concentrent sur les jeunes devraient trouver les moyens de motiver et engager les jeunes citoyens à prendre part au processus démocratique, en particulier le vote.
- Les groupes des observateurs tunisiens devraient s'assurer que tous les observateurs soient bien formés, se coordonner les uns avec les autres afin d'assurer la plus large couverture possible aux bureaux de vote, et documenter et publier leurs conclusions et recommandations, y compris un rapport final après les élections nationales sont terminées.
- L'HAICA et l'ISIE devraient respecter la liberté des médias et enquêter prétendues restrictions dans les meilleurs délais.
- Les médias devraient prendre des mesures concrètes afin d'éviter toute perception de partialité politique dans leur couverture et programmation.

L'Institut National Démocratique pour les Affaires Internationales (NDI) est une organisation à but non-lucratif, non-partisane, non-gouvernementale qui œuvre pour le renforcement et le développement des institutions démocratiques à travers le monde par la participation des citoyens, la transparence et la responsabilité gouvernementale. Plus d'informations sont disponibles sur www.ndi.org.

l'Institut International Républicain (IRI) est une organisation non-partisane à but non-lucratif, qui travaille sur le développement de la liberté et la démocratie à travers le monde par aider les partis politiques à devenir plus sensibles et réceptifs, assister les citoyens à participer à la planification du gouvernement, et travailler à accroître le rôle des groupes marginalisés dans le processus politique – y compris les femmes et les jeunes – dans le processus politique.

###